

LE JOUR, 1946
06 SEPTEMBRE 1946

VOX POPULI

Après deux mois d'absence nous avons trouvé ici un peuple mécontent.

Il l'était avant à vrai dire et il eut été un peu puéril de s'attendre à ce qu'il fut dans l'allégresse.

On n'est jamais content ; et durant un voyage instructif dans plus d'un pays d'Occident, nous n'avons rencontré le bonheur nulle part. Ailleurs les sujets de plainte étaient généralement les mêmes qu'ici et ce que nos compatriotes nous ont dit, nous l'avions là-bas entendu.

Mais ce n'est pas une raison pour accepter que ce qui peut être corrigé chez nous subsiste, que des errements condamnés demeurent et se perpétuent.

Pour la dixième fois et avec une solennelle insistance redisons qu'il faut mettre de l'ordre dans la maison.

Il n'y a pas assez de sérieux dans le gouvernement. Il y a d'autre part des pensées politiques régionales qui faussent jusqu'à un certain point la vie politique. Il y a une méconnaissance évidente de l'essentiel au profit de visées ou de calculs personnels.

Il y aurait une autre atmosphère dans la montagne si on n'y envisageait pas sous un certain angle l'avenir ; et cela est vrai plus ou moins de la capitale et du littoral. Il convient que les abus cessent et que cessent de se mêler d'administration des personnes qui ne sont point qualifiées pour s'en mêler.

Nous demandons, une fois de plus, avec tranquillité, une réforme radicale de certaines mœurs administratives et nous demandons que les grands services de l'Etat, ceux notamment qui ont en charge la sécurité, soient mis en mesure de remplir leur mission.

Cela suppose une volonté, un plan d'action, des actes ; Nous n'avons aucune raison de penser que tout cela ne se fera pas.

Nous l'avons écrit maintes fois et naguère encore : l'administration du Liban doit être prise en mains avec une exceptionnelle vigueur. **Ce qui nous manque, il faut qu'on nous le donne : la technicité et le contrôle ; et que les forces de l'Etat aient désormais des chefs et que la politique de l'Etat ne soit pas celle du village, et que l'avenir de l'Etat ne soit pas celui d'un certain nombre de citoyens.**

Nous savons bien qu'au fond il n'y a aucune mauvaise volonté et qu'il y a au contraire un grand désir d'agir dans le sens de l'ordre et de la paix. Après des hésitations et peut-être aussi des malentendus, le temps d'un redressement décisif est venu.

Sans être de ceux-là qui donnent à choisir brutalement entre la démagogie et le miracle, nous estimons qu'on peut faire beaucoup en peu de temps à condition d'obéir à une méthode et en donnant la peine de persévérer.

La situation d'ensemble au Liban est, pour un homme impartial, absolument saine et forte ; qu'elle soit devenue vulnérable ou sensible en quelques points, nous en conviendrons sans hésiter en mettant en garde contre tout excès.

Ce ne sont pas au demeurant les exagérations et la déformation des réalités qui arrangeront les choses ; c'est au contraire la modération et l'esprit d'équité.

C'est ce que, dans le délai nécessaire à un effort indispensable, il faut espérer de tous les citoyens.